

C O M M U N I Q U E

Le Département fédéral de justice et police communique:

L'agence de presse américaine "United Press International" a publié, il y a quelques jours, un article nullement fondé et manifestement destiné à faire sensation, qui avait été rédigé par son président, après un court voyage en Suisse, et dont la version originale anglaise ne correspond pas au texte paru en Suisse. Cette agence prétend notamment que la Suisse est devenue un centre international d'espionnage du communisme contre l'Europe et le monde libre. L'article ajoute que le coup d'Etat en Irak a été préparé à Berne et que la crise libanaise ainsi que maints autres complots politiques l'ont également été en Suisse. Ces derniers temps particulièrement, on a constaté, est-il dit, un accroissement subit du nombre des voyages en Suisse d'agents communistes, ainsi que de représentants politiques ou militaires de la République arabe unie. Il y a des raisons d'admettre, selon l'article, que les communistes versent de Suisse un million de dollars en moyenne par semaine aux espions, provocateurs et contrebandiers, à titre de rémunération pour leur travail dans les démocraties occidentales. Cette affaire constitue un des problèmes les plus délicats touchant également la sécurité des Etats-Unis. Dans un article paru au "New York Times", l'agence "United Press International" prétend qu'un vaste trafic de stupéfiants se pratique à travers la Suisse, auquel participeraient la Chine rouge et d'autres Etats communistes, et joue un rôle toujours plus important pour le financement des frais considérables des organismes d'espionnage communiste contre l'Occident.

Il s'agit d'abord de relever un fait connu, c'est que des services de renseignements étrangers appartenant à différents clans politiques exercent également leur activité en Suisse, comme dans d'autres pays. La police suisse s'occupe de façon ininterrompue des agents de ces services. Il n'existe toutefois

- 2 -

aucun indice au sujet de l'ampleur en Suisse de l'espionnage communiste que prétend l' "United Press International". Cela est notamment vrai quant à l'assertion selon laquelle le coup d'Etat en Irak et la crise libanaise auraient été préparés en Suisse. Il est aussi absolument inconcevable que l' "United Press International" puisse prétendre, dans l'article précité du "New-York Times", qu'un trafic de stupéfiants à travers la Suisse sert à financer les frais de l'espionnage communiste. D'ailleurs, aucun rapport n'a été établi entre les menées communistes et le procès des stupéfiants récemment jugé par le tribunal du district de Zurich, auquel on veut manifestement faire allusion. L'assertion concernant l'énorme accroissement du nombre des entrées en Suisse d'agents étrangers relève aussi du domaine de la fantaisie, de même que le fait de prétendre que les communistes versent en Suisse un million de dollars par semaine aux espions et agents.

Les expériences faites jusqu'à présent montrent que les services de renseignements étrangers accroissent leur activité en Suisse surtout dans une période de tension internationale. Les organes suisses pour la protection de l'Etat doivent cependant lutter contre ces menées, en tant qu'elles puissent être découvertes. A noter, dans cet ordre d'idées, que le code pénal suisse ne punit pas uniquement les services de renseignements dirigés contre la Suisse, mais même ceux qui le sont contre des Etats étrangers.

L'article dont il s'agit, qui ne repose sur aucune preuve, tend manifestement à jeter le doute sur les mesures de défense de la Suisse contre l'espionnage étranger, donc également communiste, et à dénigrer la Suisse neutre à l'extérieur. Le Département fédéral de justice et police n'a pas de raisons de s'occuper davantage des assertions controuvées de l'agence de presse susmentionnée, attendu qu'elles doivent être catégoriquement rejetées en tant qu'elles concernent la Suisse.

24.7.58

EIDGENÖSSISCHES
JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT

Der Departementssekretär

An Herrn Minister R. Koller.

24.7.78.

Lisen.